

Direction des Opérations
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance, Données et Travaux Tiers
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin

2305.2018 - 07034

Pôle Aménagement de l'Espace et Habitat

18 MAI 2018

Original :

Copie :

Affaire suivie par : Madame JUSTE Stéphanie

C.A. Maubeuge Val de Sambre
Service Instructeur
1 Place du Pavillon - BP 50234
59603 Maubeuge

VOS RÉF. PA 059 225 17 K0002
NOS RÉF. P2018-002603
INTERLOCUTEUR Centre Travaux Tiers et Urbanisme (03.21.64.79.29)
OBJET Création du Parc d'Activités de la Marlière - RD 649 – Section BD N°2/6/5/9/3/1/7/4/8, BE
N°14/18/11/26/20/25/24/23/27/9/13/10 - Feignies - 59

Annezin, le 18 mai 2018

Madame,

Nous accusons réception de votre dossier concernant les parcelles situées sur la commune de Feignies – 59 reçu par nos services en date du 12/04/2018.

Ces terrains sont traversés par l'ouvrage de transport de gaz naturel haute pression suivant pour lequel sont instituées des servitudes d'utilité publique (SUP) de maîtrise de l'urbanisation, prises en application des articles L.555-16 et R.555-30 du code de l'environnement :

Canalisation	DN	PMS (bar)	Largeur SUP (1) (m)	Largeur SUP 2-3 (m)
DN250-1967-TAISNIERES-SUR-HON-HAUTMONT	250	67,7	75	5

- (1) Bande située de part et d'autre des ouvrages, associée à la servitude d'utilité publique de maîtrise de l'urbanisation prise en application du code de l'environnement (article R.555-30)

La présence de cet ouvrage nécessite des précautions particulières en matière d'urbanisme de manière à limiter l'exposition des riverains aux risques qu'il peut occasionner.

1. Contraintes liées à l'urbanisation

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En tant que gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel soucieux de sécurité, GRTgaz se doit de rappeler l'existence de ce risque et ne souhaite pas voir augmenter la densité de population dans les SUP de ses ouvrages.

Nous vous invitons donc à prévoir toutes constructions en dehors de nos SUP.

Si, par ailleurs, des projets de constructions concernent des Établissements Recevant du Public (ERP) de plus de 100 personnes, vous devez vous conformer aux articles R.555-30 et 31 du code de l'environnement et à l'article 29 de l'arrêté du 5 mars 2014 modifié portant règlement de sécurité des canalisations de gaz naturel et assimilé, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

En outre, GRTgaz rappelle qu'il est préférable que des évacuations soient orientées côtés opposés aux ouvrages de transport de gaz naturel.

Afin d'étudier les futurs projets, GRTgaz se doit de disposer des éléments suivants :

- ☒ Nature de l'activité,
- ☒ Nombre maximal de salariés et de visiteurs,
- ☒ **Cerfa 15016*01 à compléter en Annexe 3 de l'Arrêté du 5 mars 2014 – NOR : DEVP1306197A** en application du code de l'urbanisme article R. 431-16 paragraphe j
- ☒ Pour faciliter les échanges, un plan de masse géo référencé du projet avec l'emplacement des accès, parking et issues de secours ainsi que les modifications de profil du terrain serait utile.

2. Contraintes liées à la servitude d'implantation

Il y a lieu de se conformer aux dispositions de la convention de servitudes attachée aux parcelles traversées qui précise notamment l'existence d'une zone non-aedificandi.

Nous rappelons que dans cette bande de servitude, seuls les murets de moins de 0,4 m de hauteur et de profondeur ainsi que la plantation d'arbres de moins de 2,7 m de hauteur et dont les racines descendent à moins de 0,6 m, sont autorisés.

Les modifications de profil du terrain ainsi que la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage y sont interdites, et tout fait de nature à nuire à la construction, l'exploitation et la maintenance des ouvrages concernés est proscrit dans cette bande de servitude.

Par ailleurs, le projet devra respecter les dispositions suivantes :

- L'accessibilité de nos ouvrages doit rester possible en permanence, pendant et après les travaux,
- Les croisements des différents réseaux à poser (eau, électricité, télédiffusion, téléphone, assainissement, incendie) doivent être réalisés conformément aux prescriptions de GRTgaz et à la norme NF P 98-332 « Chaussées et dépendances - Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux »,
- **Dans les traversées de voies de circulation nouvelles**, y compris temporaires pour travaux, les ouvrages de transport doivent être protégés mécaniquement pour un ouvrage de génie civil dont la capacité de résister aux surcharges prévisibles sera justifiée par note de calculs,
- **Les parkings ou stockages de matériaux au-dessus et à l'intérieur de la bande de servitude des ouvrages sont à proscrire,**
- La création de voirie à emprunt longitudinal des ouvrages est à proscrire,
- **L'implantation de clôtures doit faire l'objet d'un accord avec GRTgaz,**
- Il convient de ne pas prévoir de fondation à moins de 5 mètres des ouvrages (bord de fouille),
- Tout travail terrassement au droit de nos ouvrages ne pourra être réalisé qu'en présence d'un représentant de GRTgaz,
- Les coûts des aménagements dans la bande de servitude induits par le projet sont à la charge de l'aménageur.
- **Tout bassin de rétention d'eau doit être soumis à l'approbation de GRTgaz.**

Vous trouverez jointes au courrier les recommandations techniques applicables à respecter pour les projets d'aménagements.

3. Contraintes liées à la sécurité industrielle

Dans le cadre d'un projet d'Installation Classée Pour l'Environnement (ICPE), nous vous informons que nos ouvrages sont assujettis à l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées.

Le Maître d'ouvrage du projet doit tenir compte, dans l'Étude de Dangers, de l'existence de nos ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes les dispositions nécessaires afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur ces derniers.
GRTgaz se tient à votre disposition pour vous fournir les éléments utiles en cas de besoin.

Afin d'étudier les futurs projets, GRTgaz se doit de disposer des éléments suivants :

- ☒ Si Seveso régime : seuil haut ou bas,
- ☒ Si ICPE régime : déclaration, enregistrement ou autorisation,
- ☒ Si l'ICPE est Seveso ou soumise à autorisation nous fournir l'Etude de danger du site,
- ☒ Pour faciliter les échanges, un plan de masse géo référencé du projet avec l'emplacement des accès, parking et issues de secours ainsi que les modifications de profil du terrain serait utile.

4. Localisation et suite du projet

Notre représentant du **secteur de MAUBEUGE (03 27 64 60 10)** se tient à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre afin d'effectuer à titre gracieux le repérage de nos ouvrages sur le terrain et la matérialisation de la servitude forte et prescrire les mesures à prendre pour préserver la sécurité de nos ouvrages lors de la réalisation des travaux.

Vous trouverez joint au présent courrier un plan donnant la position approximative de nos installations et des SUP associées.

Il est à noter par ailleurs que l'ensemble des éléments qui précèdent peuvent faire l'objet d'ajustements en fonction des caractéristiques précises de votre projet.

5. Rappel de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux

Le code de l'environnement (Livre V– Titre V– Chapitre IV) impose aux responsables de projets et exécutants de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le « Guichet Unique des réseaux » www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr et d'adresser une déclaration (DT-DICT) aux exploitants de réseaux présents à proximité du projet.

Conformément à l'article R. 554-26 du Code de l'environnement, lorsqu'il résulte de la consultation du guichet unique qu'une canalisation de transport de gaz est concernée et se trouve dans l'emprise des travaux projetés, ces derniers ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site.

Nous restons à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez utile et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Patrice DUBOURG

Responsable du Département Maintenance, Données et
Travaux Tiers

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Po" followed by a stylized flourish.

- P.J. : - Recommandations techniques applicables pour les projets d'aménagements ou de travaux à proximité de nos ouvrages de transport de gaz naturel
- Plan de situation approximatif de nos ouvrages et SUP associées



P2018-002603 - FEIGNIES

Date d'édition
16/05/2018

Urbanisme
1805162454

Réseau GRTgaz

- En construction
- Réseau en service
- Réseau accessoire
- + Réseau hors service

DN : Diamètre
Nominal de la
canalisation

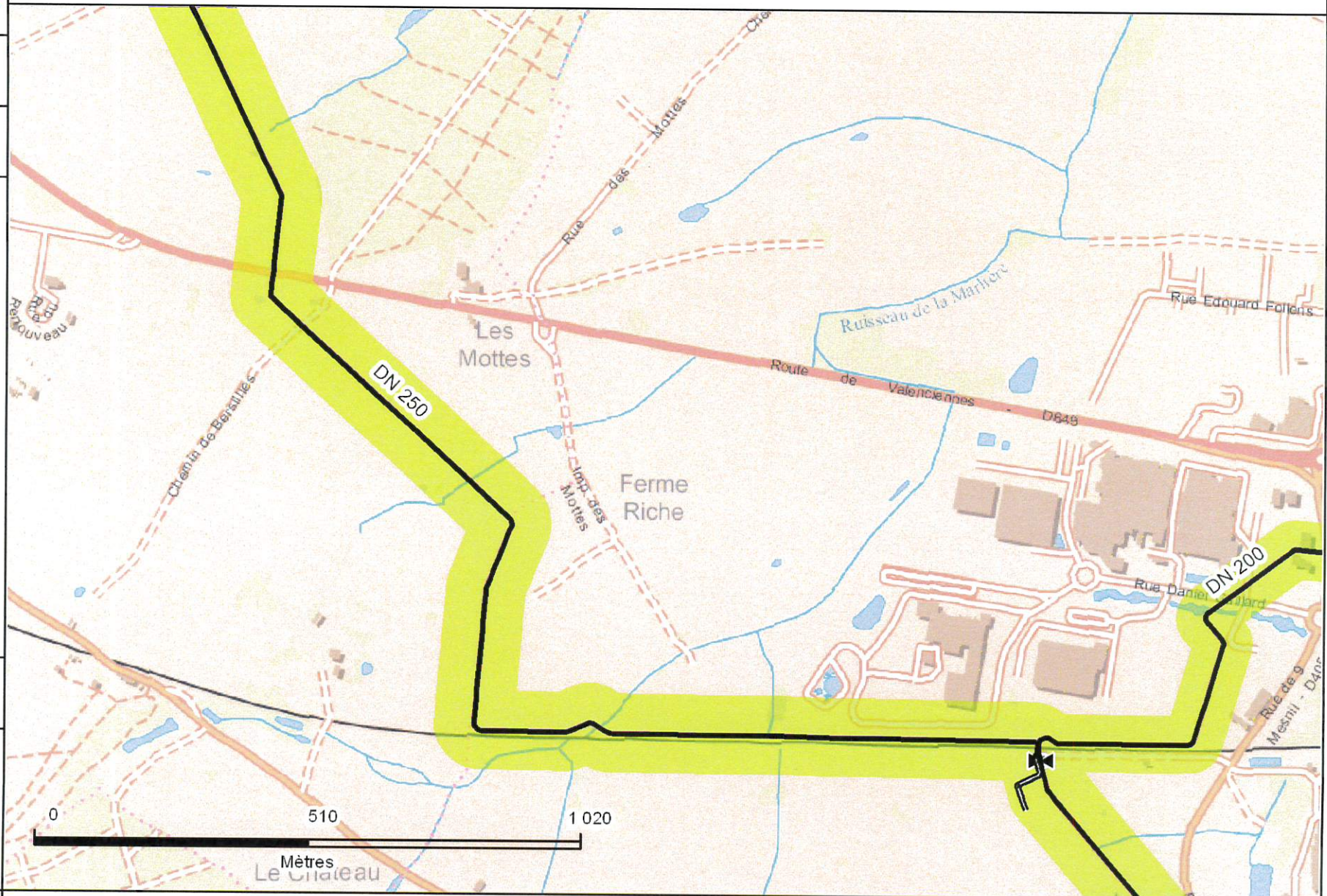
» Sectionnement

- Installations GRTgaz
- Projet de SUP 2
(=SUP3)
- Projet de SUP 1

RGF93 Lambert 93



FranceRaster©IGN



Code de l'environnement art. L.555-16 et R.555-30, code de l'urbanisme art. R.431-16 : les constructions et/ou aménagements en matière d'urbanisme dans les bandes de servitude d'utilité publique des ouvrages GRTgaz sont réglementés. Merci de vous rapprocher de nos services pour les modalités techniques et réglementaires associées à nos ouvrages pour l'implantation et la maîtrise de l'urbanisme.